

# IRAM

Fonds documentaire numérisé

**Auteur :** IRAM

**Titre :** « La CORA », In *Journées d'Etude IRAM, 23-25 septembre 1968, Exposé sur le Chili*, p. 24-55

**Editeur :** IRAM, Paris

**Date :** 1968

---

Il faut d'abord donner quelques chiffres. A la date du 31 août 1968 la situation des expropriations est la suivante :

Il y a au Chili environ 8.000 à 10.000 fundos très importants à exproprier. Sur ces chiffres là il s'en est exproprié à peu près 700 c'est à dire qu'on est en nombre un petit peu en dessous de 10 %.

Il y a environ un million et demi d'ha. irrigués et là dessus il s'en est exproprié 170.000 ( soit un petit plus de 10 % ). Sur ces 8.400 fundos importants vivent 170.000 familles d'inquillinos, ouvriers agricoles, medieros, etc. et dans les fundos expropriés il y a environ 10.800 de ces familles , en se retrouve donc avec un peu moins de 10 % en familles. A partir de ça il s'est constitué actuellement à peu près 300 asentamientos qui regroupent environ 100.000 ha. irrigués ce qui vous montre déjà par rapport aux 170.000 expropriés et constitués en asentamientos quand on prend les ha irrigués ( riego ) vous avez donc : expropriés 170.000 ha. et constitués en asentamientos 100.000 ha environ. Ce qui prouve déjà que'il y a un grand retard entre les expropriations et la constitution d'asentamientos, ce n'est pas indifférent et ce n'est pas dû à une inertie de la CORA , c'est dû à un fait qui est très clair et qui relève de la situation politique au Chili, c'est que la loi de la réforme agraire s'est faite dans un processus extrêmement formaliste et que toutes les institutions juridiques du Chili qui ont à juger de la validité des expropriations, prise de possession ,etc. freinent énormément. Il y a des fundos qui ont été expropriés depuis pratiquement plus de deux ans et qui ne sont toujours pas constitués en asentamientos parce que on a fait venir la police dans la mauvaise forme pour la prise de possession ou parcequ'il y a un document qui a été mal rempli, etc. Pendant ce temps là les gens continuent à vivre dessus avec des moyens qui sont extrêmement précaires.

Sous l'angle des familles c'est également un chiffre qui est significatif. Les familles qui vivaient là dessus sont au nombre de 10.800 et dans les asentamientos qui se sont constitués il y a déjà 9.900 familles. C'est à dire, si l'on prend la relation famille - ha., que l'on a environ une famille pour 17 ha. en moyenne pour l'ensemble des ha. irrigués expropriés et une moyenne de une famille pour 10 ha. sur les riego terres riego constitués en asentamientos. Une des applications immédiates de la réforme agraire qui présente tout de même un aspect assez intéressant c'est que

l'on renforce ce qu'on appelle la "cubida" ( o.a.d. la charge théorique de familles ) pour arriver à un chiffre raisonnable - compte tenu des capacités de travail et d'investissement dont dispose le Chili - qui ouvre tout de suite des emplois agricoles pour des gens qui étaient strictement des paysans sans terre ou des "afuerinos" ( gens qui vivent dans une situation totalement marginale ).

#### Travail de l'IRAM à l'intérieur de la CORA

Notre travail à l'intérieur de la CORA est en principe très bien délimité ; nous nous situons uniquement dans la "capacitación" et "organización paysanne". Il y a un département spécialisé qui s'appelle Desarrollo Campesino. Je passe sur la structure de la Cora qui nous entraînerait trop loin. Dans l'ensemble, pour résumer, il y a un certain nombre de fonctions qui sont distribuées - mal d'ailleurs - entre plusieurs services et qu'il y a une fonction d'expropriation et de Génie Civil, de Planification ( étude théorique de modèles de ~~développement~~ production appropriés ), une fonction de crédit, etc. qui est assurée par un autre service et une fonction d'éducation donc qui est assurée par Desarrollo Campesino et dans laquelle nous travaillons directement. Cette éducation et cette organisation ont le but suivant ( qu'on a défini assez clairement à l'intérieur du département et qu'on a fait accepter en tant que telle par la vice-présidence mais pour autant ce n'est pas comme une doctrine acceptée par tous les fonctionnaires de la CORA car on est victime de cette sociologie des agronomes qui joue à la CORA un rôle assez déterminant ) :

Tout l'effort de formation des paysans, entre le moment où ils rentrent dans l'asentamiento et le moment où l'asentamiento est assigné, est un effort pour préparer un groupe de paysans à faire une entreprise auto-gérée. Tous les efforts du département sont orientés vers la forme d'assignation collective et absolument pas vers la forme individuelle. Voyons donc concrètement ce qu'est un asentamiento.

#### Leurs moyennes des 300 asentamientos qui existent

Un asentamiento correspond en général à environ 300 ha de terres irriguées

sur lesquels vivent environ 30 familles. Ces 30 familles correspondent à peu près à 45 ou 60 actifs hommes. Il y a quelques asentadas (discussion) mais rares. Il y a un aspect très important de la réforme agraire et qui joue beaucoup dans la sociologie de l'asentamiento c'est que ont droit à recevoir la terre, soit en propriété individuelle, soit en propriété collective, les chefs de famille et c'est tout. Les gens qui sont ouvriers tout en étant célibataires n'ont pas droit à la terre (il y a d'ailleurs dans quelques cas des vagues de mariages à la constitution d'asentamientos). Jusqu'à un passé récent les ouvriers non chefs de famille travaillant dans l'asentamiento n'avaient même pas le droit de participer à l'assemblée générale. Ce n'est qu'il y a moins d'un mois que le contrat de société a été modifié.

Notre action se situe sur plusieurs programmes de capacitation : "educacion basica" (alphabétisation et éléments d'école primaire -arithmétique, ~~mat~~ histoire, géographie), "capacitacion organizacional" (formation juridique sur les structures dans lesquelles les asentados sont appelés à vivre : formation sur la loi de réforme agraire, sur l'asentamiento et son fonctionnement juridique et sur les coopératives et leur fonctionnement), "capacitacion tecnico" (vulgarisation agricole), "capacitacion empresarial" (formation à la gestion d'entreprise) et le programme d'"educacion del hogar" (éducatrices du foyer).

Nous intervenons directement dans les deux programmes de capacitation technique et o. empresarial à l'intérieur d'une équipe franco-chilienne mais on a aussi une influence directe maintenant sur tous les programmes. ~~En matière de méthodes, nous examinons maintenant les tâches qui sont les nôtres. Dans les trois cas il y a une définition de méthodes, une définition du contenu des programmes quand ils ne sont pas élaborés et il y a une préparation des fonctionnaires. En matière de définition de contenu il n'y a pas trop de problèmes pour la vulgarisation (capacitacion tecnico) parce qu'en général il y a des agronomes compétents et les contenus sont à peu près prêts mais leur mise en forme pédagogique absolument pas. Pour la capacitation empresarial il faut faire tous les contenus parcequ'il n'y a rien. Le Chili est d'ailleurs très pauvre en matière de réflexion économique; on apprend à des agronomes chevronnés ce que c'est que la productivité et comment cela se mesure, c'est assez~~ Nous allons maintenant examiner les tâches qui sont les nôtres. Dans les trois cas il y a une définition de méthodes, une définition du contenu des programmes quand ils ne sont pas élaborés et il y a une préparation des fonctionnaires. En matière de définition de contenu il n'y a pas trop de problèmes pour la vulgarisation (capacitacion tecnico) parce qu'en général il y a des agronomes compétents et les contenus sont à peu près prêts mais leur mise en forme pédagogique absolument pas. Pour la capacitation empresarial il faut faire tous les contenus parcequ'il n'y a rien. Le Chili est d'ailleurs très pauvre en matière de réflexion économique; on apprend à des agronomes chevronnés ce que c'est que la productivité et comment cela se mesure, c'est assez

sidérant. La tâche de définition de contenu sur ce programme est pour nous importante et relativement écorasante. On mobilise pas mal de gens là dessus et en particulier à l'ICIRA mais cela reste un travail considérable. On prépare des fonctionnaires en quantité assez importante, on participe avec l'ICIRA et d'autres institutions à la formation des fonctionnaires sur les problèmes de gestion et de formation technique et on travaille sur la mise au point des méthodes. **Q.** sur les niveau des fonctionnaires qu'on touche. **R.** On travaille à peu près à tous les niveaux au niveau des équipes de terrain - moniteurs agricoles-, au niveau des chefs d'Area, les directeurs zonaux et les extra-area -agronomes, vétérinaires, etc.- et là aussi on intervient au moins pour la formation pédagogique et pour la formation <sup>''</sup>empresarial. On est amenés à intervenir dans un très grand nombre de cours et cela nous prend beaucoup de temps.

Les méthodes : 1) capacitación técnica. C'est relativement simple. On a défini une méthodologie de la programmation qui est basé sur le respect du calendrier des activités agricoles et sur le fait de programmer une activité de capacitación technique qui correspond à une tâche bien précise comme un semis ou un épandage d'engrais dans la quinzaine qui lui correspond. On est en train d'obtenir qu'aucune de ces journées de formation ne se fasse sans qu'il y ait préparation de l'instructeur (du fonctionnaire sans que le fonctionnaire ait un guide pédagogique et sans que le paysan reçoive un document qu'il va garder chez lui et qui corresponde effectivement à ~~la capacité d'un paysan de recevoir~~ <sup>Ses possibilités d'utilisation</sup> La forme pédagogique qui correspond à cette journée elle-même a été mise au point par Marcoel Laet surtout et ~~il~~ on l'appelle une journée technique; cela se base surtout sur le fait - en 3 h. de temps - de faire une étude avec les gens correspondants de l'asentamiento ou du groupe d'asentamientos avec lequel on travaille, étude de la technique telle qu'elle a été utilisée jusqu'à présent en en faisant une critique systématique, de faire une démonstration de la technique nouvelle puis de la faire appliquer par tout le monde. En gros cela dure une demi-journée et l'on travaille avec une dizaine de personnes. Il y a également des cours plus longs, pour toutes les questions élevage par ex., on les organise dans des centres spéciaux et ils durent facilement 15 jours, 3 semaines, mais toujours avec alternance (o.

a.d. que quelqu'un vient une semaine, y retourne, y repart de façon à ce qu'il n'y ait pas trop de problèmes ( ? ) ).

2) capacitación empresarial. Pour ce programme on a 3 chevaux de bataille :  
Q- celui de la planification de la production; ~~le~~ l'analyse des bilans;  
E- formation à des formes spécialisées de gestion : comptabilité agricole, crédit agricole, commercialisation, approvisionnement et quelque chose qui joue un rôle important au Chili dans presque tous les asentamientos et dans beaucoup d'organisations paysannes c'est ce qu'on appelle la consommation, "consumo". Dans ces domaines là il n'y a pour le moment aucun contenu de fait prêt, aucun matériel non plus et aucune capacitación n'est commencée. C'est une capacitación relativement spécialisée qui est pour eux de deuxième niveau qui correspond au niveau de la formation à donner à ceux qui ont la responsabilité de la gestion déjà ( comités, conseils d'administration). La capacitación au premier niveau - de base - étant les éléments que doivent connaître tous les membres de l'assemblée générale pour avoir une vue d'ensemble de la gestion de l'entreprise.

• L'analyse des bilans. Chaque année chacun des asentamientos reçoit une ~~comptabilité qui vient facturer~~ par un compte d'exploitation et un bilan qui sont établis par la comptabilité de la CORA ce qui donne lieu d'ailleurs à une énorme paperasserie. Ce qui est intéressant cependant c'est qu'à partir d'un bilan, présenté sous une forme quasi mécanographique ( aussi peu clair p.ex. que la comptabilité des paysans à l'ONI ou les comptes des coopératives à la ENDS ), il faut arriver à le mettre sous une forme intelligible déjà sous l'aspect de la signification des chiffres. Il faut ensuite définir les concepts, puis, à travers ça, refaire l'analyse de la gestion de l'entreprise sous l'angle de sa signification économique. Il faut donc prendre toutes les autres données qui ne figurent pas dans le bilan ( superficie par production, nombre d'heures travaillées, etc..) et à travers cela arriver à calculer avec les gens un certain nombre de critères comme celui de la productivité du travail, de la productivité par ha. Sur la comparaison de tout cela il faut alors faire une étude des frais généraux et aboutir à une réflexion économique sur l'année précédente. Les outils sont au point et cette analyse des bilans a déjà été faite dans un certain nombre d'asentamientos.

• La planification de la production. C'est quelque chose qu'on a lancé en  
 depuis 6 mois et qui marche maintenant dans environ 15 à 20 % des  
 asentamientos. Voici comment cela marche : en fait avec l'assemblée  
 générale - c'est important parce que sociologiquement un asentamiento  
 n'est pas quelque chose d'indifférent ou transparent; la société qui vit  
 dans un fundo n'est pas une société homogène. Il y a des gens qui ont  
 une situation d'ouvriers, <sup>Equivalents</sup> d'autres de métayers, d'autres d'employés. Au  
 moment de la constitution des asentamientos reste souvent une partie des  
 employés, presque tous les métayers et les inquilinos ce qui fait une  
 société très hétérogène. Pour savoir lire et écrire, pour avoir des  
 relations avec l'extérieur, pour avoir des éléments déjà de gestion, très  
 souvent les conseils d'administration sont composés ( du moins la première  
 année) par cette classe relativement supérieure et qui a très peu de  
 relations avec les autres à moins que l'asentamiento soit relativement  
 petit. De telle sorte qu'on a déjà, et souvent, des formes de conflit ou des  
 formes de frustration des gens à la base disant " ces gens-là je ne les  
 connais pas parce que ce sont des gens qui trafiquent avec CORA mais on  
 ne sait pas ce qui se passe, nous ne connaissons jamais les comptes, on  
 ne nous parle jamais de la gestion.." ~~travaillent~~ De telle sorte que pédagogiquement pour nous il est très impor-  
 tant de travailler avec les assemblées générales. Ainsi, avec chacune  
 des assemblées générales on fait une étude systématique des points  
 suivants : 1) quels sont les facteurs de production dont dispose l'asen-  
 tamiento ? On passe en revue le capital terre, le capital infrastructure,  
 le capital d'exploitation (matériel agricole et bétail ) puis, rapidement,  
 le capital circulant puis l'analyse du facteur disponibilité de travail.  
 Cela donne lieu à des réactions très intéressantes. La première, évidente,  
 c'est que personne, même les fonctionnaires, n'ont idée du coût de la terre  
 ou du prix d'un bâtiment. Lorsqu'on exproprie un fundo il y a un fonctio-  
 naire qui vient, qui ne prend l'avis de personne, et qui fait un rapport  
 d'évaluation en fonction des prix de la région, cela aboutit à une sous-  
 évaluation ( normale vis à vis des deniers de l'état). Ce qui est important  
 c'est que les paysans ne sont absolument pas au courant de ça et les  
 fonctionnaires qui sont en relation avec eux ne le sont pas non plus

puisque c'est quelqu'un qui est venu de la zone spécialement pour faire cette estimation. Donc premier problème trouver les chiffres, puis, les ayant trouvés les discuter avec les gens ce qui donne lieu très souvent à des réactions extrêmement intéressantes parce que tous les chiffres sont systématiquement ~~contestés~~ contestés. On va donc aller compter les peupliers qui sont au bord de la haie parce qu'ils ont été ~~supposés~~ évalués à tel prix, on va voir à peu près l'état de telle terre, de telle luzernière p.ex. pour dire est-ce que vraiment on peut affirmer que ça c'est une luzernière de 7 ans alors qu'on sait qu'en fait on l'a semée il y a 5 ans.

Ensuite on a l'intention - mais pour le moment on ne l'a pas encore commencé directement avec les asentados - à partir de ces facteurs de production de faire une étude de leur coût, c'est à dire faire une étude de l'amortissement<sup>x</sup> facteur par facteur et de le rapporter directement à l'ha. productif en disant : " le fait d'avoir ces <sup>éléments</sup> ~~éléments~~ tels qu'ils sont et le fait d'en être propriétaires cela va nous coûter tant à l'ha. dès qu'on va être assignés". Ainsi les gens se rendent compte qu'on arrive à des chiffres qui sont relativement importants. On arrive à des chiffres d'amortissement de l'exploitation, de l'infrastructure et du matériel qui peuvent aller jusqu'à 200 ou 300 escudos à l'ha. ( 200 à 300 NF ) dans les cas de fundos qui ont déjà un capital important. [Q.] sur le rapport avec le revenu escompté - [R.] cela dépend du prix de la production mais pour des choses qui ne sont pas maraichères ( le maraiché étant toujours exceptionnel) cela peut représenter entre 10 et 20 % c.a.d. que cela peut très facilement éponger le bénéfice net de l'exploitation.

Deuxième aspect du problème : une étude économique des productions végétales. On fait culture par culture et, de préférence avec des groupes un peu spécialisés. Une étude qui se présente sous la forme suivante. C'est une étude du coût des facteurs qui est relativement simple. On prend toutes les opérations qui sont inhérentes à cette production : préparation du sol, semis, etc. Chaque fois l'on décompte tous les facteurs de production qui interviennent ( le travail du tracteur, le travail humain, les semences, etc..) et on les décompte en quantité physique et en valeur. On arrive alors à une somme des coûts de production et à

à un exposé  
 et devant tout  
 monde pour  
 les groupes spécialisés



partir des rendements moyens qu'en peut espérer on fait une étude de la rentabilité de l'exploitation, rentabilité directe (sans tenir compte d'autre chose que ces coûts directs de production), bénéfiques qu'on est susceptibles d'en attendre. Déjà cette étude dans les asentamientos où elle s'est faite a été extrêmement intéressante car les gens n'en avaient aucune idée. On a d'ailleurs découvert que des agronomes de la zone qui recommandent et qui interviennent très directement n'avaient jusqu'ici aucune idée de ce qu'ils faisaient des cultures qui étaient totalement déficitaires. On est arrivé à définir dans un certain nombre d'endroits des seuils de rentabilité, p.ex. en faisant moins de 20 Qx de blé à l'ha. dans telle zone on est sûr d'être déficitaire et il vaut mieux laisser la terre en friche. Troisième chose, étude économique des productions animales. C'est quelque chose qui est déjà sensiblement plus compliqué car il faut faire l'inventaire du bétail, un mouvement mensuel de ce bétail, etc. ~~qui est relativement~~ Il faut ensuite faire un calcul d'amortissement difficile mais on est arrivé dans un certain nombre d'asentamientos avec les gens à ~~déterminer~~ déterminer p.ex. que le prix de revient du litre de lait n'est payé qu'à partir de 7 litres par jour par vache, si la production tombe en-dessous on est sûr que c'est déficitaire, si on est au-dessus cela couvre les frais directs, si on arrive à 9 ça couvre les coûts indirects et si on arrive au-dessus de 9 c'est vraiment du bénéfice. Quatrième point, l'étude du % d'utilisation des facteurs de production. Il s'agit essentiellement d'avoir une estimation correcte à partir d'un calendrier mensuel d'utilisation de main d'oeuvre, de tracteurs, de machines agricoles pour savoir si ceux-ci sont à peu près utilisés à un seuil normal de rentabilité. Le dernier élément important qu'on étudie c'est l'évaluation économique générale. Jusqu'à présent on a parlé des facteurs directs ~~qui interviennent dans la production~~ et indirects qui sont directement imputables à la production et là on commence à ~~faire~~ <sup>introduire</sup> les frais généraux. Des frais généraux on déduit tout ce qui intéresse les gens, c'est à dire les bénéfices, comment ils vont être distribués, quelles sont les dettes qu'on a à payer, comment, etc.. Ceci donne donc un aperçu de ce qu'est le contenu de la capacitation empresarial. La méthode en elle-même, c.a.d. la façon dont on s'y prend pour expliquer tout cela est la suivante. On vient dans un asentamiento et on fait

environ 4 ou 5 réunions. ( Q. cela concerne 300 asentamientos, ? R. pas pour l'instant mais 300 en sont justiciables. Oui ce qu'il faut voir c'est les masses concernées, on examinera cela pour voir comment on s'y est pris pour démultiplier l'action. M.L. : c'est en voie de s'appliquer à l'INDAP pour les syndicats bien sûr, pour permettre des revendications plus solides..) - Bon, on arrive dans un asentamiento, on choisit à peu près la période avec les asentados selon les disponibilités de temps. Dans les zones qui correspondent à des hivers froids et pluvieux ( le sud du Chili où il y a aussi peu d'occupation rurale qu'il peut y en avoir en France dans la Champagne ou dans le Nord, on fait cela pendant ce moment-là parce que les gens sont ~~totallement~~ inoccupés. Dans les autres où il y a souvent des productions de maraichage divers parce qu'on a un hiver qui est relativement doux on est obligé de composer pour trouver dans le calendrier la période de moindre occupation. On se trouve devant ce fait qui est une préoccupation constante dans notre travail de ce qu'on demande aux paysans une participation en temps relativement considérable, soit sur le temps de soirée ce qui implique un certain militantisme, soit sur le temps de production qui est un investissement. Ainsi on a calculé que pour un programme bien moyen de capacitation - et sans envisager un programme complet - on arrive à ce que 10 à 15 % du temps de production soit pris en capacitation. Comme les gens quand ils vont participer l'après midi à une assemblée générale sur une analyse de balance ils se payent quand même donc cela représente un coût de production ou c'est du temps qui pourrait passer directement à la production. De toutes les façons c'est un investissement. On essaye donc de choisir la période la moins gênante pour la production. On vient une première fois et on réunit une assemblée générale et on commence à discuter un peu de l'idée qu'ils ont jusqu'à présent du plan d'exploitation; l'idée qu'ils en ont en général est extrêmement frustrée parce que le plan ~~afantasma~~ d'exploitation dans tous les asentamientos où ce travail n'a pas été fait n'est ni plus ni moins qu'un plan de semis, ( dans telle parcelle on va semer du riz, dans telle du blé, dans telle autre de la betterave, etc ), c'est tout. Et encore ce plan de semis n'est connu relativement précisément que par les membres du conseil d'adminis-

-tration . Les membres de l'assemblée générale ont été ~~appelés~~ une fois ou l'autre vaguement informés pour avoir leur avis, cela ne va pas plus loin et en général il y a très peu de contestation du plan d'exploitation qui a été préparé par les fonctionnaires avec une faible participation du conseil d'administration. Dans cette première réunion on commence donc par leur demander ce qu'ils pensent de ce plan d'exploitation, s'ils ont l'impression de gagner de l'argent ou non.. On commence alors de suite par l'étude des facteurs de production. La motivation est donc économique , i'en accroche l'intérêt des gens à propos de l'argent qu'ils gagnent ou qu'ils perdent. Si à ce moment là on ne dispose pas des documents chiffrés donnant la valeur de la terre, des bâtiments, etc. on passe tout de suite à l'étude des productions et l'en fait tout de suite devant tout le monde et avec eux une étude de la production du blé p.ex (il y a du blé dans presque tous les asentamientos). On fait un petit tableau et on leur demande : "qu'est-ce que vous avez fait pour produire du blé ? " les gens sortent alors eux-même la liste des travaux qu'ils ont fait. Puis on dit : " pour faire ce travail-là à l'ha. ou à la cuadra (unité de surface la plus familière ) combien de personnes avez vous utilisées ? " Chacun fait son calcul, un type sort le chiffre, un autre le conteste, etc. puis on inscrit le chiffre qui correspond à peu près à ce qu'ils ont utilisé. Les fonctionnaires de terrain connaissent en général assez bien ces ordres de grandeur. D'ailleurs sur ces chiffres là qui sont du travail qu'ils ont fait eux-mêmes les asentados sont extrêmement clairs, il y a des contestations qui portent sur 10 ou 20 % mais pas plus. On fait donc la liste ici une liste des travaux, préparation du sol avec labour, etc. puis on fait tout de suite une valeur des journées de travail, du tractoriste, du type qui est derrière quand il y a plusieurs personnes. A côté on fait une évaluation des heures de tracteur; s'il y a des machines agricoles on met heures de machines agricoles , journées d'animaux, etc.. Ensuite on met la date. ( Q. ils savent tous lire ? R. non. YG ; dans un asentamiento où

on a fait toute une série de photographies du travail qu'ils ont fait ensemble, des enregistrements, etc - on va faire un document IRAM là dessus - il y a 80 % d'analphabètes ( 90 asentados en tout ). Les types là n'ont même pas fait les calculs puisque la CORA avait apporté une petite machine à calculer de façon à ce que les types ne s'embarquent pas à faire des calculs et à être très fiers parce qu'il y avait ceux qui savaient calculer et les autres pas, il s'agissait seulement qu'ils expliquent ce qu'ils faisaient )

Ce qu'il faut remarquer c'est que ce n'est pas une forme d'analphabétisme comme on rencontre en Afrique. Souvent les gens savent lire des chiffres sous réserve qu'il s'agisse de 9,8, etc.. ou même plus et tant qu'il ne s'agit pas de faire des additions, des soustractions. Il y a donc pas mal de gens qui arrivent à suivre et comme on revient sans cesse pour dire ça c'est la préparation du sol, ça c'est le labour, les gens le situent sans difficulté. On fixe donc la date puis, après, on établit, toujours pour cette même culture un espèce de calendrier sommaire de distribution des journées de travail. On fait le total mois par mois des journées de travail qui correspondent à cette production ( toujours par ha. ou quadra ) de façon à avoir pour les journées de travail et pour les heures de tracteur une utilisation mensuelle normale. On fait donc cela pour les différentes productions de l'asentamiento. Il y a en général au moins 5 productions et quand on rentre dans un asentamiento maraicher cela peut aller très loin et on peut en avoir facilement 25. Avec les productions maraichères la série des travaux peuvent s'étaler sur un an et demi mais sous réserve que ceci soit fait pédagogiquement ~~extra~~ on arrive facilement à maintenir l'intérêt des gens. Ainsi quand on réunit l'assemblée générale la première fois on fait d'abord le blé qui est simple, pour lequel il y a une dizaine d'opérations, 10 journées de travail à l'ha. pour l'ensemble de l'année et qui n'est donc pas compliqué à calculer. Après les gens se répartissent le travail par : un groupe se réunit avec le type qui en sait le plus sur la production de la betterave p.ex., un autre avec celui qui connaît le mieux la production des patates, etc. Les groupes travaillent ainsi dans leur coin avec, à distance, éventuellement un fonctionnaire mais ce n'est pas toujours le cas. Ils poursuivent ce travail en groupe ou continuent

le soir chez eux comme cela les arrange et l'on se donne rendez vous une semaine après. Une semaine après on reprend tous les documents qu'il y a, on les ~~ré~~révise ensemble et on fait une synthèse générale de tout cela pour l'ensemble des productions végétales c'est à dire qu'on arrive à peu près à une somme de la valeur des productions végétales, les coûts et les bénéfices qu'on en retire. Cela représente suivant le nombre de cultures, suivant la disponibilité des gens et suivant la taille des asentamientos ( il y en a qui ont jusqu'à 190 asentados.) ceci est d'ailleurs à notre sens une hérésie sous l'angle de l'autogestion car on ne gagne rien sur l'économie des facteurs de production à agrandir des unités d'exploitation de plus de 200 à 300 ha. et sur le plan sociologique on y perd complètement. Selon les zones la taille idéale se situe autour de ce qui est heureusement un asentamiento moyen, c.a.d. 200 à 300 ha. avec 20 ou 30 asentados. On a des cas où on peut monter jusqu'à 60 et d'autres où, avec 10 asentados la situation est totalement conflictuelle mais en moyenne c'est cela, 20 à 30. en irrigué bien sûr. Sociologiquement c'est entre 20 et 40 ~~pas~~ asentados et économiquement entre 200 et 300 ha. irrigués.

Ces tableaux sont toujours faits sur des grandes feuilles et celles-ci restent dans l'asentamiento, de façon à ce que les gens puissent venir discuter

**Q.** utilisez vous des diapositives, cinéma, etc.. **R.** non, on l'utilise très peu ( pas du tout le tableau de feutre ) ; dans certains cas on a utilisé des diapositives mais qui, à notre avis, ne sont pas déterminantes pour ces facteurs là. C'est très déterminant pour tout ce qui est de la prise de conscience sous l'angle socio-économique et cela se fait dans les cercles d'éducation de base. On va le faire pour diverses autres formes : prise de conscience de ce qu'est un comité de consumo, de ce qu'est l'asentamiento par rapport au fundo,. On fait alors à partir de la fiche ou de diapositives des ~~six~~ réunions de discussion. On a alors remarqué qu'on a toujours de bien meilleures discussions devant des diapositives que devant un tableau, les gens ne se voyant pas parcequ'ils sont dans l'obscurité parlent beaucoup plus facilement.

On fait alors une autre réunion une semaine ou 15 jours plus tard. On procède alors à une étude grossière des facteurs de production animale

car c'est très compliqué et aucun asentamiento n'est encore en mesure de maîtriser cela de façon complète. Une partie de l'étude est faite par les fonctionnaires et revient de façon prédisposée. L'on fait alors p.ex. une estimation sur tableau du cheptel actuellement existant. Ensuite on peut faire sans trop de difficultés un bilan des ressources fourragères au long de l'année. On établit une courbe des ressources fourragères chaque mois et l'on voit ainsi apparaître les ~~diffici~~ manques qui permettront d'estimer les réserves ou ensillages à faire. Pour le moment on ne l'a réussi que dans quelques asentamientos. ( en réponse à une Q. ce travail n'est pas fait par des agents IRAM, Olivier l'a fait pendant 2 mois et maintenant c'est fait uniquement par des chiliens - Q. quelle est la dose d'encadrement utilisée dans l'opération ? R. la structure d'encadrement est à peu près la suivante : on a 6 asentamientos ou pré-asentamientos et on a 2 à 3 fonctionnaires dont quelques uns vivent dans des asentamientos, mais pour des raisons purement matérielles ( la maison patronale en effet ne revient pas à l'asentamiento, elle devient bien national et revient à la CORA ) car il y a un gros problème ~~manque~~ de logement dans le campo. Jusqu'à un passé récent il y avait dans chaque asentamiento un fonctionnaire de la CORA qui s'appelait chef de l'asentamiento. En général <sup>il</sup> est un tecnico-agricola o.s.d. niveau moniteur agricole ( 2 ou 3 ans d'études techniques après le <sup>brevet</sup> certificat d'études ). Ce découpage est fait pour des raisons purement logistiques ( proximité des asentamientos et fait qu'on puisse se déplacer de l'un à l'autre sans trop de difficultés - un véhicule tout terrain par équipe ) . Il y a donc 2 à 3 fonctionnaires, 2 étant des tecnico" et le 3° souvent une éducatrice del hogar ou assistante sociale. Pour les réunions, s'il s'agit d'une assemblée légère, un seul fonctionnaire y va, s'il s'agit de plus de 15 ils y vont à deux. Mais il faut noter que jusqu'à présent ce travail a surtout été fait par des gens qui intervenaient directement du niveau zonal. Il s'agissait en effet de travail de mise au point. Il y a actuellement peu d'asentamientos dans lesquels le travail a été fait par des fonctionnaires de terrain. La CORA a en effet une structure analogue à celle de l'INDAP avec une division du territoire en zones et, à l'intérieur des zones, des areas. (jusqu'à présent ces zones ne correspondent pas entre INDAP et CORA mais il est question qu'on les fasse correspondre. ). Ces deux ou 3 fonctionnaires

sont des fonctionnaires d'area. Une area a en moyenne la responsabilité de 15 à 20 asentamientos qui correspondent à la responsabilité de 2 à 3 équipes de terrain suivant les cas.

Q. sur la formation préalable de ces fonctionnaires. R. on a préparé une vague de fonctionnaires au niveau zonal et areal, 40 au mois d'Avril. Ils ont fait eux mêmes un plan d'exploitation avec des paysans dans un asentamiento. Les fonctionnaires au niveau équipe de terrain ont été préparés grâce à une formation systématique qu'on leur donne. Ils passent systématiquement en formation 15 jours à l'ICIRA. Presque tous sont passés, il ne reste plus qu'un cours à passer en décembre. Pendant ce cours on leur fait 4 jours sur le plan d'exploitation.

Q. comment ces équipes de terrain ont-elles été sélectionnées. Au début elles n'existaient pas, c'est une création "IRAM".? ~~mais~~ R. on ne les a pas choisies. Les choses se sont passées de la façon suivante : jusqu'à la fin de l'année 1967 la CORA avait environ 150 à 200 asentamientos ( 170 ) Elle avait 170 fonctionnaires de terrain avec un type dans chaque asentamiento. Il y a eu rapidement dans le courant de l'année 1968 une extension du nombre des asentamientos puisqu'on est passé à 300 et une impossibilité budgétaire d'arriver à mettre un type dans chaque asentamiento. En même temps une prise de conscience s'est faite à l'intérieur de la CORA à travers le département de Desarrollo Campesino de ce que ~~l'absence~~ l'évolution de la CORA ne menait à rien du tout car les asentados restaient "apatronados" ( aliénés au patron ) et n'étaient pas prêts à faire de l'autogestion. On a donc remis en cause le rôle du chef d'asentamiento en précisant qu'il ne devait pas être un chef mais un conseiller venant de l'extérieur et qu'il devait aussi travailler en équipe. Cette notion d'équipe est venue à la fois pour des raisons matérielles ( un seul véhicule pour plusieurs fonctionnaires ) et plus "idéologiques" ( un travail efficace ne se fait que par la confrontation au sein d'une équipe ). Quant à la localisation des logements elle s'est faite pour des raisons surtout surtout familiales et c'est pourquoi une partie des types vivent encore dans les asentamientos.

La CORA a un petit moins de fonctionnaires que l'INDAP : 1.500 <sup>①</sup> pour 10.000 familles ce qui donne une énorme proportion par rapport au nombre d'asentados. Il y a 11 zones à la CORA mais il y en a 9 qui sont utiles. La première ~~est~~ correspond à une région à peu près désertique où il y a péniblement 2 ou 3 asentamientos dans de petites vallées et la dernière, au sud, à la terre de feu

et des régions très montagneuses. On a donc 9 zones utiles et environ 34 areas. Au niveau de l'area il y a donc environ 3 équipes de terrain qui assistent 15 à 20 asentamientos. Bien sûr ces chiffres se modifient rapidement avec la constitution de nouveaux asentamientos. et qu'on n'arrive pas à augmenter le nombre de fonctionnaires. Il y a un chef d'area qui est le plus souvent un agronome. Il est assisté - cela varie d'ailleurs - d'un représentant de Desarrollo Campesino ( un éducateur ) et un comptable, en plus il y a souvent un agronome qui joue un rôle d'assistance technique aux équipes de terrain et de formation technique pour les asentados.

Au niveau zonal il y a un directeur de la zone, presque toujours un agronome, et on a une copie plus ou moins fidèle de ce que sont les départements de la CORA centrale ( Desarrollo Campesino - c'est là où nous sommes \_\_, Production où l'on trouve tous les agro., Administration et Finances, Planification ). C'est ainsi plus ou moins car la CORA est une institution très décentralisée et chaque directeur zonal s'est ~~fait~~ organisé en fonction du personnel et des ses ~~désiderata~~ choix prioritaires. On trouve une quarantaine de fonctionnaires au niveau zonal. Mais il ne faut pas sous estimer l'énorme travail à faire pour l'expropriation p.ex. compte tenu de la complication de la loi. Ainsi un rapport d'expropriation bien fait demande pour la partie économique et sociale au moins une semaine de travail par asentamiento. Or la plupart des agronomes qui sont chargés de ces rapports sont jeunes et sans expérience, demandent des contre-expertises et on arrive à une très faible productivité du travail. L'administration est aussi effroyablement paperassière - tout donne lieu à document écrit et signé- Les études de planification demandent aussi beaucoup de temps du fait qu'il n'y a presque pas d'études existantes. Il faut donc procéder asentamiento par asentamiento à une étude du système de production qui peut être le plus rentable.

Q. R.GB : as-tu calculé le rendement qu'il faudrait atteindre pour couvrir les frais généraux de la CORA ? R. Oui, c'est facile, j'ai calculé les frais de fonctionnement de la CORA en arrivant : elle coûte 400 écus par ha. irrigué. ( 300 NF ) par rapport à un revenu moyen ~~de~~ par ha. irrigué de 2.000 à 2.500 écus ( <sup>un peu</sup> plus de 10 % ). Ce n'est pas considérable.



Un autre aspect du problème c'est la nature juridique de l'asentamiento. D'après nous elle est constituée selon une formule fautive : on a créé une société mixte entre l'asentamiento et la CORA et au lieu de payer une location pour la terre ou pour le matériel prêté ( et pour la première année ~~le pourcentage sur les crédits alloués~~ on paye un pourcentage sur les crédits alloués) la CORA se rémunérait directement à travers un pourcentage sur les bénéfices. Jusqu'à cette année elle prenait jusqu'à <sup>10</sup> et 25 % sur les bénéfices ~~annuels~~ d'exploitation. Cela entraînait une situation très confuse. La seule chose intéressante c'est que la CORA a une obligation juridique, et qu'elle la réalise, d'investir dans le même asentamiento la valeur de ce qu'elle a pris comme participation au bénéfice. De toutes façons donc ce que prélève la CORA ne correspond pas à ses frais de fonctionnement. Cela crée des relations ambiguës. Cette société mixte est en réalité une association du pot de terre et du pot de fer et elle n'est pas propice ni à l'analyse économique de ce qui se passe, ni à la définition claire des relations entre une société communautaire d'autogestion et une société qui ne l'est pas.

Q. : qui représente la CORA dans cette structure juridique ? est-ce le fonctionnaire d'area ? R. : les textes disent que c'est un pouvoir qui appartient au directeur zonal mais qu'il peut déléguer à n'importe lequel de ses fonctionnaires. En général il est donné à des types ~~pratiques~~ du terrain. D'ailleurs actuellement d'après un nouveau contrat entre la CORA et les asentamientos qui vient d'être établi, la CORA n'a plus à participer au conseil d'asentamiento que si les gens le demandent expressément.

#### Rôle de l'équipe IRAM

Notre équipe est constituée par 2 membres de l'IRAM et 2 français qui sont contrat direct Ministère des Affaires Etrangères mais IRAM de coeur. En plus de cela au niveau de Santiago travaille directement avec nous un agronome et, pour une mi-temps avec l'ICIRA, un autre agronome. Les 4 français sont organisés de la façon suivante : il y en a 3 qui travaillent sur le terrain et qui font de la mise au point de méthodes de capacitation technique, empresarial, programmation. Ils travaillent chacun dans une area →

2 qui sont proches de Santiago et une un peu plus loin du côté de Valparaiso. On peut ainsi se réunir assez souvent et on a des possibilités d'échanges et de contact avec leur travail. L'agronome et demi chilien et moi travaillons au niveau central à Santiago, au départ. Desarrollo Campesino et nous nous chargeons de conseiller et former directement dans l'ensemble des zones de la CORA. On s'est géographiquement réparti ces zones. A travers l'ICIRA il y a un grand nombre de stages qui sont organisés. Ce sont des stages soit pour le niveau moniteurs (tecnicos), soit pour le niveau professionnel (conducteurs et ingénieurs); nous y participons très souvent. On a maintenant dans presque toutes les zones un responsable du programme de capacitation technique et empresarial qui est en général un jeune agronome soit un technicien. On se réunit avec eux à peu près tous les 3 mois pour faire le tour complet des programmes et on a aussi l'occasion de les voir soit dans les stages, soit dans les tournées sur le terrain. On se met d'accord sur les programmes et sur les méthodes puis on va voir ce qu'ils font pour les conseiller. Voici à peu près notre mode d'insertion. De toutes les façons il n'y a aucune intervention directe, on se trouve toujours en position de conseiller et jamais en situation d'intervention.

**Q. GB.** : est-il possible de standardiser, au moins jusqu'à un certain point, les outils pédagogiques que vous forgez dans les zones où vous travaillez ? ou bien chaque périmètre est-il une unité si différente qu'il faudra à chaque fois reforgé les outils nécessaires ? **R.** : actuellement c'est du semi-standardisé. Par ex. pour le plan d'exploitation on a un formulaire qu'on a établi qui est un formulaire type, un cadre de référence mais chaque zone l'a à son tour remanié selon l'importance à donner à telle ou telle production. Il y a aussi des questions qu'ils laissent tomber et une certaine tendance à le remanier d'office parcequ'il vient du niveau central et qu'à cause de cela ce ne peut être bon.. Pour les autres méthodes c'est à peu près pareil. Il y a des schémas ou guides pédagogiques définis de façon générale et, sur place, les utilisateurs les remanient; nous allons ensuite voir sur place ce qu'ils en tirent - **Q.GB.** : grosso modo les types qui font les stages au niveau area ont-ils plus ou moins de capacités pédagogiques que les gars des CER au Sénégal par ex. ? - **R.RB.** : ils ont relativement plus de capacités techniques, niveau plus élevé mais il y a un trou terrible du point de vue pédagogique.

Un des principaux écueils auxquels on se heurte, et peut-être plus qu'au Sénégal, c'est une inaptitude à se situer vis à vis d'un groupe de paysans comme quelqu'un qui a à former. On veut bien venir dans un asentamiento faire un petit tour avec les gens, aller voir un peu la comptabilité et différentes choses, dire ce n'est pas comme ça ou vos carottes sont mal plantées mais pour leur dire pourquoi les carottes sont mal plantées, pourquoi il faut faire systématiquement un plan d'exploitation, etc. les types sont perdus. Ils n'arrivent pas à instaurer ce type de relation, ils comprennent le contrôle mais pas l'approche pédagogique. Depuis 3 mois donc les éléments essentiels des programmes qu'on fait pour la formation de ces cadres sont des méthodes pédagogiques. Ainsi il y en a toute une journée qui viennent de passer dans un stage qu'on a préparé mais qu'on ne fait pas directement, qui est assuré par une institution voisine qui s'appelle l'INACAP (institut de formation professionnelle qui a une section agricole). Tous ces fonctionnaires ont en effet vocation à recevoir un ~~formation~~ complément de formation technique qui selon leur ~~niveau~~ spécialité va durer entre 4 et 6 semaines et un complément de formation pédagogique par lequel on commence et qui dure 15 jours. On leur donne d'abord un certain nombre de points de vue pédagogiques. Ensuite les stagiaires agissent directement eux-mêmes, c'est à dire qu'ils font d'abord de la simulation entre eux et après nous nous sommes amenés à faire de l'assistance sur le terrain. Le fait de faire déjà entre eux de la simulation de pédagogie ~~est~~ les défoule considérablement et nous sommes persuadés que c'est de loin la meilleure méthode parce que si on commence ce défoulement directement avec les paysans cela demande énormément de présence. On l'a fait avec des agronomes par ex. mais c'est un stage qui nous a coûté 15 jours de présence totale et un mois de préparation avant et encore on n'a pas reçu les résultats escomptés. De bons résultats de prise de conscience mais pas au point de vue de la qualité pédagogique. Les meilleurs résultats pour la pédagogie sont obtenus en stage entre fonctionnaires avec simulation de journées de capacitation technique ou une simulation de plan d'exploitation ou certains jouent le rôle de paysans et d'autres celui d'instructeurs.

Q. KC. : où en êtes-vous de l'investigation sociologique, y a t-il des sociologues dans le coup ? R. il y a pas mal de sociologues entre la CORA, l'ICIRA et l'INDAP

M.L. : les sociologues qui sont à l'INDAP ne font pas un très gros travail de recherche sauf certains types qu'Yves a vus, comme Raul Veloso, et qui - quand ils font de la recherche - la font d'une manière totalement universitaire et sans lien avec le travail. RC : je ne parle pas des sociologues de recherche mais des opérationnels

M.L. : oui, ceux là travaillent avec nous sur nos objectifs. RB. : les sociologues qui travaillent à l'ICINA - comme Marie Eddie Chonchol - ou qui travaillent à la CORA dans notre département, font essentiellement de l'évaluation. Ils font de l'évaluation du changement social dans les asentamientos avec un certain nombre de critères qui sont le sentiment qu'ont les gens de leur changement de situation économique, du changement en ce qui concerne le pouvoir et du prestige social qu'ils ont <sup>les uns</sup> vis-à-vis des autres. Ils ont un certain nombre de questions clé qui correspondent à ces 3 critères et ils font une évaluation à partir de là.

Q. GB. : et au point de vue contrôle pédagogique de la transmission dans les stages ?

RB. : actuellement non et c'est un des problèmes auxquels on voudrait réfléchir c'est qu'on a pratiquement aucun outil d'évaluation de la formation et on nous les demande à l'instant. M.L. : Jacky a des idées très nettes là dessus. RB. : par ex. en ce qui concerne le plan d'exploitation il n'y a aucun doute que cela mord. On a fait à côté de Santiago le plan d'exploitation sous forme intensive à l'occasion d'un stage d'agronomes. C'est un asentamiento qui a maintenant 2 ans et qui est à moitié individualiste parce qu'il a des productions qui sont presque entièrement de maraichage - faites sous forme individuelles - et il y a une laiterie qui est assez bien et qui est communautaire. Jusqu'à ce qu'on se réunisse avec eux ces asentados avaient un taux de participation aux assemblées générales moyen, de 15 %, avec pas mal de conflits internes. On a fait ce travail en 5 assemblées générales qui se sont déroulées en jours. A la première assemblée générale sont venus moins d'une dizaine sur 50, ensuite c'est passé à 20, puis à 30 et on a fait les deux dernières assemblées générales avec 50 types. Quelqu'un qui faisait une évaluation dans la région est repassé là fortuitement et m'a dit qu'il avait interviewé plusieurs types et qu'ils avaient dit que c'était la première fois qu'ils avaient découvert des rapports avec la CORA et eux sous cette forme là.

YG. : il y a un autre aspect qui est très important c'est la structuration interne de l'asentamiento. Il y a un phénomène de spécialisation avec création de comités à l'intérieur de l'asentamiento, structures non prévues par le statut juridique,

qui surgissent à partir du plan d'exploitation. Les asentados qui, en dehors de toute considération d'être membres du conseil ou non, se répartissent en comités qui prennent chacun en charge une des fonctions. Par ex. un comité crédit - budget (financier), un comité riego (irrigation), un comité de "cultivos" qui - lorsqu'il y a beaucoup de cultures - est divisé selon les types de cultures : maraichage, blé-betteraves etc., un comité étable et il y a aussi un comité formation (capacitacion) qui est chargé là dedans de voir toutes les tâches éducatives. On n'a pas encore mesuré rigoureusement ce que cela représente comme expansion ou généralisation à l'intérieur des asentamientos mais c'est un fait tout à fait spontané. A partir du plan d'exploitation et de ce type de prise en charge de responsabilités on voit se constituer ces comités internes.

GB. : au Niger on est tout à fait intéressés par tout cela car on va créer des aménagements hydro-agricoles au rythme de 1.000 à 1.500 ha. par an et on est en plein dans ce type de situation : discussion avec les paysans des plans de production, explication des comptes d'exploitation, etc. Je reconnais dans cette démarche tous les problèmes qu'on rencontre dans la gestion des aménagements hydro-agricoles et c'est pourquoi il serait intéressant qu'on puisse échanger. RC / : avec un problème qui est assez délicat et qui vient compléter celui-là, c'est celui du découpage des unités. Là l'asentamiento est établi d'après la situation pré-existante.

GB. : bien sûr au point de vue sociologique c'est radicalement différent. on n'exproprie pas un grand propriétaire mais on amène l'eau sur des terrains qui appartenaient aux gens avant. RB. : il y a un aspect qu'il faudra sûrement modifier car il y a un aspect qui joue terriblement dans la motivation c'est quand les gens commencent à découvrir ce fundo qui est une chose familière puisque la majorité d'entre eux y ont vécu pendant des années. En particulier ce qu'ils font à l'INDAP à travers ce même type d'outil qu'est le plan d'exploitation c'est qu'ils l'utilisent dans un syndicat d'inquilinos dans un fundo. La première chose qu'ils font c'est de faire faire un dessein par les gens eux mêmes en dessinant les parcelles, en mettant à peu près les superficies et les productions qu'ils ont faites. Il y a alors une prise de conscience collective de ce que dans ce cas là c'est un bien qu'ils n'ont pas et sur lequel ils se dépensent qui est considérable.

GB. est-ce que maintenant vous avez écrit une sorte de pédagogie de toute cette opération ? R. on est en train de le faire - YG : cela nous apprendra à exploiter et amènera à parler de l'exploitation de ces matériaux là. R. accin sera tout à fait partie prenante, il est dans les mêmes problèmes - )

YG. : Je voulais seulement faire remarquer quelque chose d'intéressant à propos de ce qui a été dit sur les inquilinos, toujours à propos de la prise de conscience des types. Quand les inquilinos se réunissent dans un fundo, en dehors du patron ou de l'administrateur, pour refaire le plan d'exploitation, ils y a des éléments qui leur manquent et ils reconstituent au fond les bénéfices du patron à partir seulement de ce type de calcul économique et cela leur donne alors une conscience beaucoup plus explicite et élaborée de leur rapport social avec le patron. C'est donc un type de prise de conscience qui est infiniment plus précis et plus constructif - tout en ne perdant rien de son agressivité - par rapport à des réformes à venir qu'un type de conscientisation, comme celui même de Paulo Freire qui consiste à faire sentir aux gens leur situation sociale et économique générale : vous êtes des prolos, des gens aliénés, etc. RB. : concrètement la revendication se présente sous la forme suivante : en faisant l'analyse ou bien les types arrivent à un bénéfice et ils disent ce bénéfice c'est le patron qui l'empêche, pourquoi on n'y a pas droit, on est payé tant, ou bien ils arrivent à un déficit et ils disent le patron ne sait pas gérer et donc il faut qu'on gère nous même. YG. : ou bien ils arrivent à la conscience qu'il faudrait complètement changer le type de culture, ce qui se produit aussi dans les asentamientos. Un ex. dans cet asentamiento que nous visitons où un des asentados nous disait : "jusqu'à l'année dernière nous pensions que plus nous faisons de cultures, plus nous étions riches - plus nous diversifions les cultures...or, à partir de ce travail là nous avons découvert qu'en réalité nous perdions énormément sur les patates dont nous faisons des ha. et des ha. et sur le blé; et en plus nous nous sommes aperçus que sur un nombre très réduit d'ha. ils étaient arrivés à une rentabilité énorme à cause du rendement obtenu. Donc à ce point de vue là il y a toute une marge d'analyse et de prise de conscience même si le processus est limité en tant que processus quantitatif de réforme agraire. C'est quelque chose de très constructif pour l'avenir et de totalement nouveau pour l'Amérique Latine.

GB. : il n'y a pas un dispositif d'interview régulier des paysans pour mesurer un peu la progression... YG. n'oublions pas que le travail a commencé il n'y a même pas un an. René est parti le 5 octobre 67..avant il y avait le travail à l'INDAP et c'est parce que la CORA a vu le travail qui se faisait à l'INDAP qu'elle s'est intéressée à avoir l'IRAM car le BDPA avait déjà un contrat prêt avec la CORA -

Au fond ce travail on peut très bien imaginer qu'il soit fait par le BDPA mais <sup>pour nous</sup> l'important c'est de pouvoir être aussi efficaces économiquement et sur les résultats et en même temps se baser sur des structures totalement différentes que celles qu'auraient mises en place ~~les~~ une boîte d'intervention classique.

**A.D.M.** : cela peut intéresser pour le NIGER et aussi ~~pour~~ Rwanda ~~qu'ils~~ où ils ont pris un peu les méthodes d'animation IRAM, après le stage de 1<sup>er</sup> degré, le premier stage de 2<sup>o</sup> degré qu'ils ont fait c'était sur les exploitations agricoles et ils ont obtenu aussitôt des résultats. Je trouve cela intéressant car jusqu'à maintenant en tous cas du côté Madagascar en tous cas on disait cela ne peut venir qu'au bout d'un certain temps après des stages techniques qu'on peut arriver à ~~une~~ étape pendant laquelle on ~~met~~ introduit les notions d'économie de l'exploitation et autre. Là du côté AIDR ils ont obtenu des résultats extrêmement intéressants, les gens comprenant qu'il était plus intéressant pour eux de faire de l'arachide que de faire des haricots, par ex... **R.C.** : là il y a un problème très important à mon avis c'est précisément d'arriver à bien analyser la notion d'exploitation. Dans le cas du Rwanda par ex., l'exploitation agricole est relativement simple : ce sont des petits paysans qui ont leur petite exploitation et là on voit les spéculations qui couvrent d'ailleurs la totalité du territoire car ils tirent un gros rendement relatif. On a donc deux types ~~de~~ problèmes qui se posent : 1) ceux où l'exploitation est claire, l'appropriation est nette - 2) toute une série d'autres cas où l'interférence sociologique est extrêmement difficile à intégrer dans une rationalisation. On est absolument obligés de ~~se~~ s'affronter à une remise en ordre sociologique et c'est le cas d'une grande partie des sociétés traditionnelles. C'est le cas de l'Afrique **M.L.** : et c'est le cas par ex. dans la zone de Santiago où l'on trouve des comités de minifundistes qui ont chacun un demi ou un ha. et où il est ~~pratiquement~~ impossible de faire un travail de ce genre. En effet dans un comité de 30 paysans par ex. on aboutit forcément à la conclusion que 20 paysans doivent quitter la terre, aller à la ville et que même les fundos qui sont dans la région et qui sont expropriables ne pourraient pas nourrir ces gens là, même s'ils étaient expropriés et la seule solution c'est celle de l'émigration... **R.B.** : il y a une autre solution, c'est le cas de Marchigue. La Coopérative de Marchigue ( conseillée par les ~~les~~ INDAP ) a commencée comme un projet local au niveau de l'area. C'est une zone de terres non irriguées ( pour la plus grande partie ) et la vocation des terres est essentiellement pastorale et forestière.

Mais il y vit un nombre relativement important de gens : en tout dans l'area de l'ordre de 5.000 familles à peu près distribuées dans un certain nombre de fundos. Or le projet ,dans la conception de planification nationale, c'est de dire : il faut qu'on fasse des investissements en pâturage et en bois, on va donc planter, etc. Mais cela coûte cher et il y aura un très grand délai avant que cela puisse rapporter et les gens se sont posés la question de savoir de quoi ils vont vivre pendant ce temps là et c'est là que la coopérative - qui à ce moment ne comptait que 150 membres et n'avait qu'une portée visant uniquement la consommation et l'approvisionnement en semences pour les parcelles des gars qui étaient petits propriétaires - où le projet a été présenté ~~comme~~ de suite comme une production qui se substituait aux autres pour au moins le délai correspondant à la période de rentrée en production de l'élevage et des forêts. Ils ont donc de suite astucieusement branché le projet sur les productions sans sol : poulets et cochons. Ils ont commencé tout de suite à faire un projet d'élevage de poulets avec l'aide de l'INDAP. Une première grange d'élevage de poulets a été constituée puis, comme cela a marché on en a fait une 2<sup>e</sup>, puis une 3<sup>e</sup> et puis ils ont commencé l'élevage de cochon. Après ils se sont fait exproprié un certain nombre de fundos qu'ils ont commencé à exploiter en communauté .Après ils ont commencé à remonter la chaîne d'approvisionnement et ils ont constitué une section de fabrication d'aliments du bétail. Actuellement ils sont en train de s'organiser pour s'approvisionner en poussins d'un jour. Ils ont en même temps remonté la chaîne de commercialisation. Tout ceci a été presque toujours fait par eux pour répondre à une situation qui était pour eux conflictuelle. Cela est pour nous un point très important pour la méthodologie de l'action dans l'aspect des conflits politiques. Ils répondaient donc soit à un besoin de développement parce qu'il n'y avait rien ou c'était parce que quelque chose qu'ils avaient demandé à un circuit classique d'approvisionnement leur était refusé parce qu'ils étaient une coopérative. M.L. : oui mais dans certaines areas, et notamment à Santiago, il n'y a pas d'issue. On s'en est aperçu par ex. l'an dernier quand les cours de la pomme de terre ont baissé 10 % des paysans de Talagante qui ont disparu de la circulation, ils sont partis avec femme et enfant pour la ville. Cela se passe dans des zones comme celle de Santiago, Concepcion, Valparaiso. Y.C. : là cela tient beaucoup à la structure foncière latino-américaine où il n'y a pas la possibilité d'élasticité qu'il y a en Afrique où tu peux imaginer que même s'il y a une mauvaise année, un cours qui s'effondre ou un accident économique, la communauté va sponger pour



les gens qui encaissent le coup. En Amérique Latine le type dépend de son employeur et s'il est son propre employeur il est sur un demi ha. ou un ha. et demi (dans le cas des marginaux) et ou bien il faudra qu'il retrouve du travail et l'employeur sera généralement atteint par l'accident économique aussi ~~marxisme~~ et ne lui en donnera pas ou bien à cause de l'étroitesse de sa surface d'exploitation l'équilibre se rompt et il ne peut plus rien. **.RB.** : je crois tout de même qu'il y a une solution dans ce cas là. Dans l'area de Talagante il y a un grand nombre de fundos qui sont très sous développés et dans lesquels il y aurait une charge possible plus grande. **YG** : il faut tout de même reconnaître que la grande limitation de la réforme agraire chilienne c'est le fait qu'elle n'est absolument pas complétée par des réformes sur le plan urbain et industriel. **M.L.** : exactement et c'est là que se pose le problème de la réforme agraire. **.Y.G.** : le prolétariat <sup>social</sup> / classe révolutionnaire chilienne c'est totalement dépassé. Michel avait raison de dire l'inquilino c'est encore relativement un privilégié à côté de toutes ces bandes sub-urbaines qui sont dans une situation absolument tragique. **.RB.** : cela ne me paraît pas absolument évident que l'inquilino ne soit pas encore inférieure. **YG** : on pourrait en discuter beaucoup car je pense que même dans certaines zones industrielles, en particulier dans les entreprises extractives comme les mines de charbon de ~~l'area~~ <sup>de la</sup> (?) l'ouvrier qui travaille de 5h. du matin à 5h. du soir et qu'il a à faire 12 km à pied sous la mine pour rejoindre le lieu de forage (c'est une mine sous-marine - et qui gagne 8 escudos par jour (5,50 NF) est infiniment plus pauvre et vit dans des conditions infiniment plus difficiles. (discussion..Yves : c'est un autre débat). **YG** : ce qui est important c'est que la signification politique de ce travail qu'on fait est vraiment particulière puisque l'agriculture pèse peu dans le revenu national, qu'elle est minoritaire sur le plan de la démographie et qu'elle est finalement dans une situation intermédiaire dans la stratification sociale (pas déterminante en tous cas). C'est une situation qui est politiquement isolée donc la signification politique c'est que de toutes façons (tant que le secteur industriel ne peut pas remuer et même s'il remuait on serait alors en face de la même situation qu'on a eu en Mai en France c.a.d. un système d'appareil de représentation syndicale qui est totalement contrôlé par en haut et qui ne pourront jamais passer du jour au lendemain à des structures de participation elles se sont totalement installées dans un système de revendication à l'intérieur du système capitaliste. Le seul endroit où l'on peut mettre en place des ~~structures~~ <sup>bonnes</sup> ~~structures~~ <sup>structures</sup>

de participation et des structures de contestation c'est le secteur rural. Il y a donc là toute une ~~meris~~ signification du travail qui est extrêmement intéressante, c'est la possibilité de rebâtir des types d'étatisation d'abord et de relations entre l'intervention de l'Etat et l'organisation populaire qu'on pourra beaucoup plus difficilement mettre en place dans le secteur industriel ou même à travers une révolution.

M.L. : moi je ne ~~vois~~ pas parce que par ex. le Service de Coopération de Technica (SCT) qui était <sup>leur ou leurs</sup> l'équivalent de l'INDAP pour les petites entreprises avait justement commencé un travail sur ces problèmes - là ~~on~~ ils pouvaient aller très loin. Ils ont été bloqués très rapidement, pas ~~par~~ le Pouvoir, c'était dans le secteur des petits industriels de Santiago qui représentent 50 % de la production au Chili. Ils ont été bloqués par le pouvoir parce qu'il n'y a pas de réforme industrielle mais ils rencontraient un milieu extrêmement réceptif et une structure syndicale tellement lâche qu'on pouvait jouer avec elle. Avec la CUT on peut composer.....

Q. sur le plan de l'exploitation est-ce qu'il y a une comptabilité .....

.....

(nauséabonde)

R.B. : ~~meris~~ les asentados connaissent eux-mêmes un grand nombre de données qui sont des données de ce qu'ils ont fait directement eux-mêmes. Par ex. sur le rendement ils ont des idées qui sont très précises (à 10 % près), sur les facteurs de production aussi. Ce qu'ils ne connaissent pas c'est les valeurs de capital, les valeurs du cours du marché, etc. et cela il faut que les fonctionnaires leur amènent de l'extérieur. Pour tous ces autres éléments qui sont de leur expérience directe ils en ont une connaissance qui est d'autant plus précise qu'on peut les faire se confronter entre eux pour arriver à s'entendre. ... on a aussi des références qui sont des ~~études~~ études qui ont été faites dans un certain nombre de fundos et on sait par ex. à travers ces études à peu près quel est le seuil de rentabilité qu'ils ont en culture et l'on arrive à travers le travail qu'on fait avec les asentados à des chiffres assez comparables. A mon avis il n'y a pas d'erreurs grossières. En général les fonctionnaires qui font le calcul avec eux prennent les éléments les plus pessimistes (rendements pessimistes et évaluations de coût élevés)

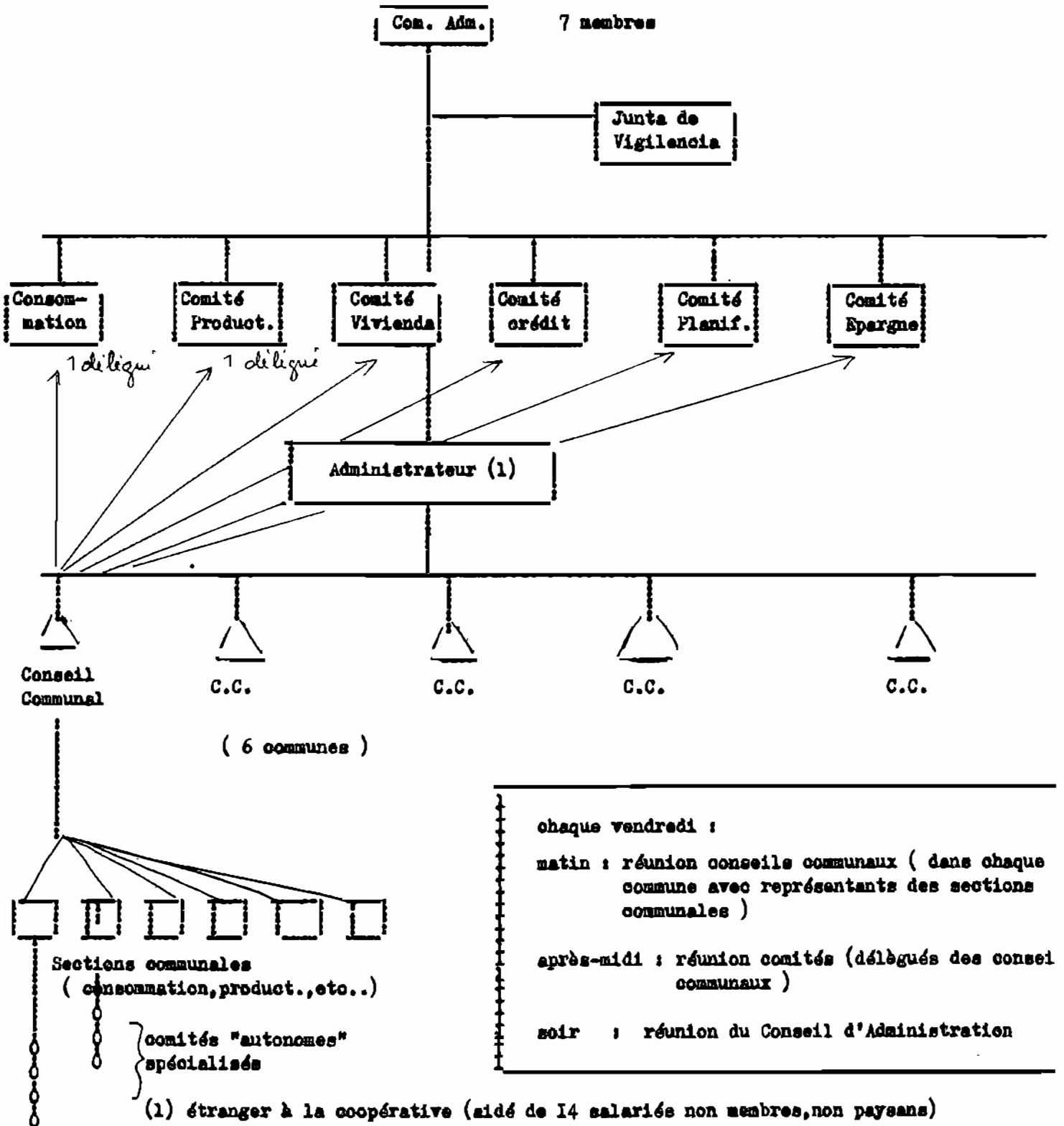
Y.G. : en fait le seul alea c'est celui du marché parce qu'il n'y a pas de planification et il n'y a pratiquement pas de contrôle des circuits économiques. Des organismes comme la CORA achètent quelques fois la production ne serait-ce que pour la stocker et attendre une possibilité de la vendre, c'est d'ailleurs un abus, c'est pour éviter l'échec complet. Il manque complètement au Chili et dans toute l'AM. Latin

( et ce sera très long à venir ) une mise en cohérence de tous les appareils économiques. R.B. les tentatives d'organisation actuelle de la commercialisation sont catastrophiques. Il y a une entreprise de commercialisation agricole qui est étatique qui marche au moins aussi mal que l'OCA au Sénégal : elle brade par ex. des pommes de terre dans le sud et un mois après elle en achète à grand prix des USA.

---



Schéma de structure plus détaillée :



4) évolution section productionaugmentation nombre comités et production

élevage intensif du poulet : passé en 2 ans de 1 à 30 comités, regroupant 480 (?) membres; chaque comité a la responsabilité de 1 ou 2 élevages d'environ 10.000 poulets chacun (voir plus loin ex. d'un comité d'élevage §6)  
Ces comités se sont formés spontanément. 1.4

actuellement : 36 élevages + 8 en construction, + 7 projetés

actuellement Marchigue serait le premier producteur de poulets du Chili.

en élevage		prod. mensuelle
9/67	120.000	45.000 poulets
3/68	300.000	<del>Marchigue</del> 100.000
5/68	( ? )	15.000 (par tarissement de l'approvt. en poussins d'un jour - sabotage autres prodns
objectif	360.000	120.000 = capacité d'abattoir moderne en voie de réalisation

diversification de la production

élevage porcins : 18 comités (72 membres)  
 product. agricole : 4 fundos rachetés à leur propriétaire ( voir p.5 §8 )  
 1 fundo de 900 ha en sec  
 1 " 150 ha en sec  
 1 " 100 " " "  
 1 " 250 " irrigué

production alimentation du bétail (en construction )  
 abattage poulets ( en projet )

5) relation INDAP - Coopérative

l'INDAP fournit :

- .conseil technique et gestion (rôle personnel de Hugo Vial, ex-chef area INDAP Marchigue et actuellement chef assistance technique sonal )
- .crédit de capital fixe (de capitalisation) remboursable en 5 à 10 ans, de l'ordre de 2.000.000 Esc. en tout en 3 ans.
- .crédit circulant (annuel ) pour consommation, aliments bétail, etc..

L'INDAP aurait amené au total 4,5 millions Esc. prêtés en 3 ans, dont environ 2 millions en crédit de capital, soit :

$\frac{4500.000}{1.500}$  = environ 3.000 Esc. par socio en tout ( socio = membre ) ce qui

est peu en regard des asentamientos où le projet de base est d'investir 6.000 Esc./ha. irrigué soit, par asentado 60.000 Esc. environ en 3 ans.

Les relations financières courantes (compte courant ) sont établies directement avec la section local de la Banque d'Etat ( sans aucune intervention de l'INDAP )



8 ) Exploitation agricole

Vu une seule : 250 ha. irrigués  
 acquisition directe au propriétaire qui fait un crédit sur 5 ans (et une affaire en or massif par rapport à une expropriation CORA) d'environ 1.500 Esc./ha. (c'est bien payé)  
 Ainsi : 300 Esc. de dette/ha/an (+intérêts )  
 exige de très bons rendements qui ont été effectivement atteints en blé et riz ( 60 Q/ha - soit 35 Q. de bénéfice sur coûts directs ou 1.400 Esc. )

La sociologie de l'affaire est complexe : un groupe de 9 anciens petits propriétaires (étrangers au fundo ) + un groupe de 18 (?) anciens inquilinos ( ces derniers beaucoup plus fortement communautaires) ont constitué de fait 2 exploitations ( 2 comités distincts )

9) place dans le développement régional

L'area (INDAP) comprend 6 communes avec environ 300.000 ha et 4.000 familles Pluviométrie faible. Peu ou pas possibilités irrigation - Vocation forestière et pastorale mais pour forêt déforestation avancée avec érosion; pâturages en bon état. Avant que pâturage (+ le bétail ) et forêt soient investis, puis productifs, il faudra attendre entre 5 et 20 ans, d'où nécessité d'une substitution temporaire à travers élevage sans sol (poulets, cochons ). Toutefois trouver emplois aux 4.000 familles (8.000 actifs ~ 12.000 mâles ? ) alors qu'actuellement 350 ( à 750 ) travaillent dans un système de Production Intensif, suppose une expropriation généralisée pour mettre au moins correctement en valeur tous les fundos quasi abandonnés ou insuffisamment exploités. La réforme agraire reste un élément indispensable du développement de l'area.

Note de René Billas du 13.10.1968